



REPUBLIQUE DU CAMEROUN : GREVE DES ENSEIGNANTS POUR REVENDIQUER LES MEILLEURS CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE VIE

COMMUNIQUE DE PRESSE

Douala-Cameroun, le 23 février 2022 : Le Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale (REDHAC) est préoccupé par la situation des enseignants au Cameroun.

Les faits

Le 03 février 2022, les enseignants annoncent une grève dans toute l'étendue du territoire national une grève qui prendra effet le 21 février 2022, pour revendiquer les meilleures conditions de vie et de travail.

Regroupé autour du sigle OTS « *On a Trop Supporté* » ces enseignants manifestent leur Ras-le-bol, mais le gouvernement camerounais brille par le silence. Dans leur cri de détresse, ils revendiquent notamment :

- L'application du statut particulier de l'enseignant, qui va résoudre bon nombre des problèmes rencontrés par les enseignants de la craie, car cela constitue le nœud gordien, le fondement, le socle de leur identité professionnelle, ainsi que le suivi raisonnable de leur carrière, ceci afin de leur éviter de sempiternelles revendications;
- La Paiement de tous leurs arriérés de salaire (rappels, avancements, logement) ainsi que le complément de salaire de tous ceux qui sont dans l'attente ;
- La Création d'une plateforme de mutation, d'affectation, ayant tous les paramètres et les exigences nécessaires et objectives, afin qu'un enseignant remplissant toutes les conditions puisse être affecté à une période donnée, ceci dans un délai très court;
- L'autonomisation des avancements ;
- L'annulation du système d'avance de solde ;
- Le paiement immédiat des frais d'examen ;
- Le MINESEC et ses collaborateurs cessent de proférer des menaces aux enseignants qui revendiquent le respect de leurs droits.

Si ces points trouvent des solutions, ces enseignants reprendront les cours dans les plus brefs délais.



Le 18 février 2022, une réunion d'urgence a été convoquée par le Premier Ministre Chef du Gouvernement et présidé par son secrétaire général, Séraphin Magloire Fouda, en présence des représentants des enseignants, le ministre des Enseignements Supérieurs Jacques Famé Dongo, le ministre des Enseignements Secondaires Pauline Nalova Lyonga, le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Grégoire Owona, le Ministre de la Jeunesse et de l'éducation civique, Mounouna Foutsou. Pendant 3 heures de temps les attentes n'ont pas été favorables.

Ainsi, rappelons que la crise socio-politique qui prévaut depuis 5 ans dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest a commencé par une grève des enseignants et des avocats.

De tout ce qui précède,

Le Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale (REDHAC) :

- fortement préoccupé par la situation des Défenseurs des Droits Humains, condamne avec fermeté le traitement inhumain et dégradant des enseignants ;
- rappelle que le deuxième trimestre 2021-2022, est en cours et les élèves des classes d'examens sont abandonnés à eux-mêmes.
- **En conséquence, le REDHAC demande au gouvernement du Cameroun :**
- de prendre le problème des enseignants au sérieux de peur de déclencher à nouveau la crise ;
- de payer dans les délais les droits revendiqués par les enseignants afin de leur permettre de reprendre la craie et continuer à transmettre leur savoir pour les futurs cadres de demain.

SUIVEZ-NOUS

Tél. Fixe : Bureau (+237)233 42 64 04 ;
MOB : (+237) 691 23 89 96/ 697 61 81 95
Facebook : RedhacRedhac
Twitter : @RedhacRedhac
Site-Web : www.redhac.info